

D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition et ne laisser personne de côté



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Avril 2017

Tous droits réservés. Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies encourage l'utilisation et la diffusion du contenu de ce produit. Le contenu peut être reproduit et diffusé à des fins d'enseignement ou à d'autres fins non commerciales sous réserve que le UNSCN soit correctement mentionné comme source et qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que le UNSCN approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale, doit être adressée par courrier électronique au secrétariat du UNSCN, à l'adresse: info@unscn.org.

D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition et ne laisser personne de côté



Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable (ODD 2)

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge (ODD 3)

Une personne sur trois dans le monde souffre d'au moins une forme de malnutrition (Rapport sur la nutrition mondiale, 2016)



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Avril 2017

Remerciements

Le présent rapport a été élaboré par Stineke Oenema, coordonnatrice du UNSCN, et a bénéficié du généreux soutien et de la contribution de membres, observateurs et partenaires du UNSCN.

Le présent document est disponible sur le site du UNSCN, à l'adresse www.unscn.org.

Sommaire

Introduction	3
Objet et portée du présent document	4
Une bonne nutrition est un droit fondamental et le fondement du bien-être	4
Le problème de la nutrition	5
Atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition	8
Cibles fixées par l'Assemblée mondiale de la Santé	9
Résultats de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition	11
Programme 2030: Transformation, viabilité et nutrition	12
Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025	15
Passer à la vitesse supérieure	16
Le système des Nations Unies, y compris les structures intergouvernementales	16
Instituts de recherche et établissements universitaires	18
Acteurs de la société civile	19
Parlementaires	20
Initiatives multipartites	20
Conclusion	21
Annexe. La nutrition et les ODD	22
Références	24
Sites web consultés	25
Liste des abréviations	26

Introduction

En 2015, la communauté internationale a pris la décision d'éliminer toutes les formes de malnutrition d'ici à 2030. Pour accélérer les progrès en ce sens, l'Organisation des Nations Unies a proclamé la toute première Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, qui couvrira la période 2016-2025. Plusieurs objectifs en matière de nutrition avaient été adoptés au cours des années qui ont précédé 2016. À ce jour, ces objectifs n'ont pas été atteints. Au contraire, la situation s'est dégradée en ce qui concerne au moins une forme de malnutrition: si la tendance actuelle se poursuit, le nombre absolu de personnes présentant un excès pondéral passera de près de 2 milliards aujourd'hui à 3,3 milliards d'ici à 2030, ce qui correspondra, selon les projections, au tiers de la population mondiale. Dans le même temps, quelque 800 millions de personnes sont toujours sous-alimentées. Parmi les enfants, qui constituent un groupe particulièrement vulnérable, 156 millions sont trop petits pour leur âge, 50 millions sont trop maigres, et 42 millions sont trop forts.¹ Les mauvaises conditions météorologiques et autres phénomènes liés au changement climatique contribuent à aggraver cette situation, ce qui accroît encore de plusieurs millions le nombre de personnes menacées par la malnutrition.²

La communauté internationale doit intensifier les efforts qu'elle mène en vue d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes. Un plus grand nombre de secteurs – outre la santé et l'agriculture – d'acteurs – outre ceux qui interviennent traditionnellement – et de pays doivent être mobilisés. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et les objectifs de développement durable (ODD) préconisent un changement porteur de transformation, qui ne pourra être obtenu qu'au prix de réorientations globales et cohérentes des mesures, programmes et politiques qui s'attaquent aux causes à la fois profondes et immédiates de la malnutrition. Les individus, leur santé, leur bien-être, leur dignité et leurs droits sont au cœur de la stratégie de ce programme, qui accorde par ailleurs une place de premier plan à la gestion durable des ressources naturelles. Le Programme 2030 fait également de la nutrition l'élément essentiel de la vision qui englobe «l'humanité, la prospérité, la planète, les partenariats et la paix».



¹ UNICEF, OMS, Banque mondiale (2016). Estimations conjointes de la malnutrition infantile.

² Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition (2016). *Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century*.

Objet et portée du présent document

Ce document examine justement le rôle essentiel, c'est-à-dire central, de la nutrition dans le Programme de développement durable actuellement déployé. Il donne un aperçu général des nombreux objectifs interdépendants adoptés par les organismes intergouvernementaux dans le domaine de la nutrition. Ces objectifs s'inscrivent dans le contexte des ODD et de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition. Il ne s'agit pas ici de fournir une analyse technique approfondie de la situation en matière de nutrition mais plutôt d'établir des liens entre les divers domaines d'action recensés et le Programme de développement durable. Le présent rapport a pour objet de fournir aux acteurs de la nutrition, y compris les acteurs non traditionnels, des informations au sujet des mesures qui pourraient être mises en œuvre de façon cohérente.³

Une bonne nutrition est un droit fondamental et le fondement du bien-être

Personnes: Une bonne nutrition au cours des 1000 premiers jours de la vie d'un enfant contribue de façon déterminante à la pleine réalisation du potentiel physique, intellectuel et humain de cette personne pendant l'adolescence et à l'âge adulte niño.

Tout homme, femme et enfant ont droit à une alimentation et à une nutrition adéquates.⁴ Une bonne nutrition (par opposition à la malnutrition) fait partie des droits fondamentaux des individus à l'alimentation et à la santé et constitue le fondement de leur bonne santé et de leur bien-être. Nous avons le devoir moral d'œuvrer à l'élimination de la malnutrition, compte tenu des connaissances, techniques et moyens de mobilisation et de communication dont nous disposons actuellement. La malnutrition, qui englobe la dénutrition, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité, touche tous les pays, quels que soient la nature du problème de la malnutrition et les niveaux de revenus. Il est indispensable de réduire ses causes et ses effets si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable. Une bonne nutrition est associée à un bon fonctionnement mental et à une augmentation des revenus de la population. Ces conditions favorisent à leur tour la croissance macro-économique et le développement de la société. En revanche, la malnutrition nuit à la productivité des individus, ce qui a un effet de frein sur la croissance nationale. La malnutrition représente un obstacle pernicieux, souvent invisible, à la pleine réalisation des cibles fixées dans le cadre des ODD (UNSCN, 2014).

Prosperité: Un dollar investi dans la nutrition engendre 16 dollars (Rapport sur la nutrition mondiale, 2015).

³ Un document de travail complémentaire élaboré pour le UNSCN fait le bilan de la situation actuelle en matière de nutrition et propose au Comité de prendre des mesures en vue d'améliorer la gouvernance mondiale au service de la nutrition. UNSCN (2017). *Gouvernance mondiale au service de la nutrition et rôle du UNSCN*.

⁴ Le droit à l'alimentation "est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer". Le droit à une nourriture adéquate ne doit donc pas être interprété dans le sens étroit ou restrictif du droit à une ration minimum de calories, de protéines ou d'autres nutriments spécifiques (Comité des droits économiques, sociaux et culturels, ONU, 1999).

Le problème de la nutrition

Au cours des dernières décennies, la lutte contre la dénutrition à travers le monde n'a donné lieu qu'à des progrès modestes. De plus, ces progrès ont été inégaux selon les régions, les groupes de population et l'appartenance sexuelle. Par ailleurs, les taux de prévalence de l'excès pondéral et de l'obésité, ainsi que le nombre absolu des personnes touchées ont considérablement augmenté. Aujourd'hui, des formes diverses de malnutrition sont constatées dans un même pays ou au sein d'une même communauté ou d'un même foyer, voire chez un même individu. Ces scénarios complexes se déroulent dans des contextes de plus en plus difficiles. Des dizaines de millions de réfugiés, ayant fui la guerre (civile), le terrorisme, des catastrophes naturelles ou encore des épidémies, mais aussi des violations des droits de l'homme ou des politiques socio-économiques inadaptées, se trouvent aujourd'hui exposés à un risque accru de malnutrition.⁵ En outre, les problèmes environnementaux, comme le changement climatique, la pollution de l'air, de l'eau et des sols, ou l'appauvrissement de la biodiversité, engendrent des conditions qui menacent la santé et la nutrition des populations. On estime que d'ici à 2050, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition à cause du changement climatique aura augmenté de 25 millions par rapport à aujourd'hui.⁶ Ces conditions compromettent aussi gravement le développement durable.

L'étendue du problème

Deux milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments. Près de 2 milliards de personnes présentent un excès pondéral et ce chiffre ne fait qu'augmenter (Rapport sur la nutrition mondiale 2016). Quelque 800 millions de personnes sont sous-alimentées. Le retard de croissance touche 156 millions d'enfants et le dépérissement 50 millions d'entre eux, dont 16 millions souffrent d'une malnutrition aiguë grave. L'excès pondéral concerne 42 millions d'enfants, et ce chiffre est également en augmentation (UNICEF, OMS, Banque mondiale, 2016).

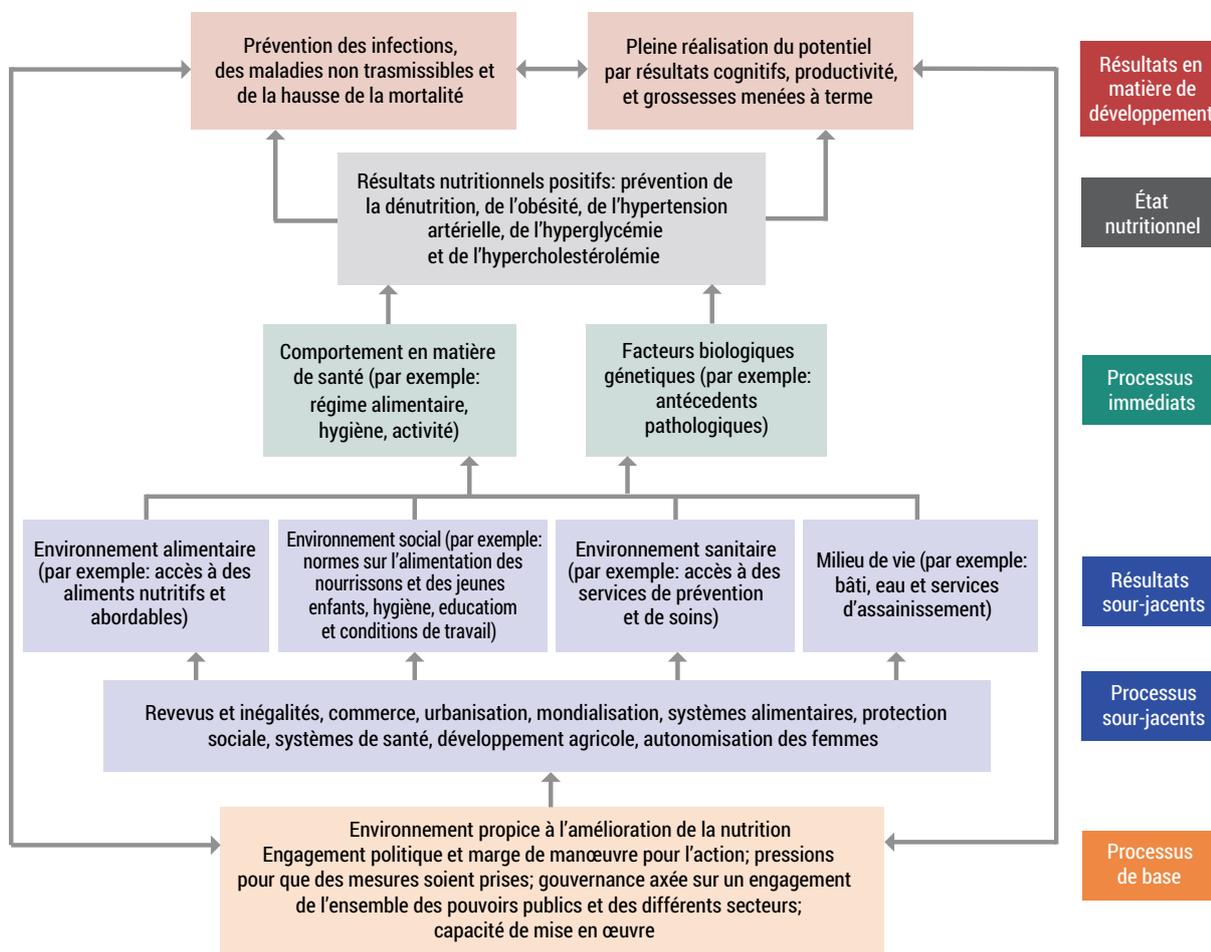


Les nombreuses manifestations de la malnutrition peuvent être attribuables non seulement à une nourriture insuffisante en quantité ou à un manque d'aliments nutritifs et sans danger, mais aussi à une foule de processus interdépendants qui mettent en jeu la santé, les soins, l'éducation, l'assainissement et l'hygiène, l'accès aux ressources, l'autonomisation des femmes et bien d'autres aspects encore. Voir la figure 1.

⁵ FAO et OMS (2014a). *Déclaration de Rome sur la nutrition*. Deuxième Conférence internationale sur la nutrition. Rome.

⁶ Nelson GC, Rosegrant MW, Koo J, Robertson R, Sulser T, Zhu T, et al., (2009) *Impact on Agriculture and Costs of Adaptation*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington DC.

Figure 1.
Les causes profondes de la malnutrition⁷



Diversification de l'agriculture, commercialisation et diversité alimentaire

De plus en plus de données scientifiques mettent en évidence les synergies existant entre la diversification de la production et la diversité de l'alimentation chez les petits exploitants. Toutefois, il existe des facteurs inhibiteurs susceptibles d'engendrer un cercle vicieux se traduisant par une intensification non viable des pratiques de production, qui aboutit à une dégradation des sols, à une diminution de la productivité, à une baisse du pouvoir d'achat et à une réduction de la production des cultures vivrières. La croissance démographique et l'amenuisement des exploitations agricoles sont deux causes sous-jacentes de ce phénomène. Du fait du soutien des pouvoirs publics en faveur des principales cultures céréalières et des messages envoyés par les marchés en ce sens, les fermiers pauvres qui se retrouvent piégés dans ce cercle vicieux sont fortement dissuadés de diversifier leur production. Les cultures locales (comme le sorgho ou certains légumes traditionnels) sont peu à peu remplacées par des produits de «substitution», pour lesquels la demande est plus forte et dont la production est facilitée (comme c'est le cas, par exemple, pour le maïs). Au bout du compte, il devient plus difficile de se procurer une alimentation diversifiée et de plus en plus de personnes se tournent vers un régime alimentaire peu varié et pauvre en nutriments [FAO (2016), *Diversifying production and diets. Easier said than done*].

⁷ Figure tirée du Rapport sur la nutrition mondiale 2016. *Global Nutrition Report 2016: From Promise to Impact: Ending Malnutrition by 2030*. Washington, DC.

La figure 1 montre que les causes sous-jacentes et profondes de la malnutrition sont complexes et multidimensionnelles. Parmi ces causes figurent la pauvreté, les inégalités et les discriminations. Par ailleurs, les services nutritionnels (à la fois préventifs et curatifs) ne sont pas suffisamment intégrés dans les services de santé. On exige de plus en plus des systèmes alimentaires modernes et industrialisés qu'ils contribuent à une alimentation saine en proposant des produits adéquats, non nocifs, diversifiés et riches en nutriments.⁸ Mais ces systèmes ont tendance, au contraire, à fournir des aliments hautement transformés trop pauvres en fibres et trop riches en sel, sucre et mauvaises graisses. Les facteurs sous-jacents du mauvais fonctionnement des systèmes alimentaires sont notamment les suivants: les inégalités en matière d'accès aux ressources et de contrôle de ces ressources, ainsi que les modes de production et de consommation non durables qui contribuent à la dégradation de l'environnement. Des lignes directrices floues et une application insuffisante des politiques, réglementations et lois nationales permettent aux entreprises de produire et de commercialiser des produits nocifs pour la santé, tandis que les consommateurs n'ont pas toujours les connaissances suffisantes pour faire la différence entre les choix alimentaires sains et ceux qui sont mauvais pour leur santé. Par ailleurs, l'économie et l'agriculture n'offrent pas aux petits producteurs et transformateurs du secteur alimentaire de bonnes conditions pour produire une nourriture adéquate pour eux-mêmes et pour les marchés. À cause de ce manque de sécurité fondamental, les individus ne sont pas en mesure de mettre en place des moyens de subsistance durables et résilients. Les inégalités qui touchent les femmes à tous les niveaux ne font qu'aggraver les problèmes nutritionnels que rencontrent les femmes et les membres de leur famille. Dans son rapport, la FAO (2013) fait observer que «les politiques et interventions axées sur le système alimentaire sont rarement conçues avec pour objectif premier d'améliorer la nutrition»,⁹ ce qui signifie que la nutrition ne représente pas un élément de premier plan dans les chaînes d'approvisionnement actuelles.¹⁰



8 Aide-mémoire de l'OMS sur une alimentation saine, aide-mémoire n° 394, accessible à <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs394/fr/>.

9 FAO (2013). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition*. Rome.

10 UNSCN (2016). *Investments for Healthy Food Systems. A framework for Analysis and Review of Evidence on Food Systems Investments for Improving Nutrition*.

Atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition

Les cibles mondiales en matière de nutrition, qui ont été adoptées en 2012 par l'Assemblée mondiale de la Santé (WHA),¹¹ les cibles mondiales concernant les maladies non transmissibles, le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles,¹² et le Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) fournissent des orientations claires concernant l'action à mener pour faire reculer la malnutrition sous toutes ses formes. Ces cibles sont en partie intégrées dans les objectifs de développement durable, où la nutrition doit être vue comme une question transversale, essentielle à la bonne exécution du Programme 2030.

Paix: L'amélioration de la nutrition contribue à briser le cercle vicieux intergénérationnel de l'inégalité et de la pauvreté et donc à pacifier la société.

Les cibles fixées par l'Assemblée mondiale de la Santé sont précises, concises et de vaste portée; elles sont formulées dans des termes concrets afin de faciliter leur application par les responsables politiques et les autres décideurs. Sur un plan plus technique, il est intéressant de faire le lien avec les avancées et les démarches scientifiques visant à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. On peut lire dans diverses publications scientifiques¹³ qu'il est essentiel de prévenir et de combattre la dénutrition au cours des 1000 premiers jours de la vie d'un enfant, c'est-à-dire depuis sa conception jusqu'à son deuxième anniversaire. Si, au cours de cette période, les fondations d'une bonne nutrition ne sont pas correctement établies, des dommages irréversibles peuvent se produire et l'enfant ne sera pas en mesure de réaliser son plein potentiel. Conformément à l'approche dite «des 1 000 jours», il convient d'accorder une attention toute particulière aux adolescentes et aux femmes en âge de procréer. Des études ont mis en évidence les effets bénéfiques que pouvaient avoir certaines interventions en matière de nutrition au cours de cette période (par exemple, l'allaitement au sein exclusif pendant les six premiers mois, l'introduction d'aliments complémentaires à partir de l'âge de six mois, de bonnes mesures d'hygiène, le déparasitage ou l'enrichissement du sel en iode) mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres points d'entrée pour améliorer la nutrition. En outre, même lorsque la couverture des interventions nutritionnelles directes atteint 90%, cela n'a une incidence que sur 20% des cas de retard de croissance.¹⁴ L'approche fondée sur la notion de «cycle de vie»¹⁵ est utile en ceci qu'elle explique que l'on peut et que l'on doit s'intéresser au problème de la nutrition à chaque stade de la vie si l'on veut briser le cercle vicieux de la malnutrition intergénérationnelle. Cette approche montre également qu'à différentes étapes de leur vie, les individus, en particulier les femmes, ont des besoins nutritionnels différents.

La figure 2, qui illustre l'approche fondée sur le cycle de vie, montre à quel point les 1000 premiers jours de la vie ont une importance critique. Toutefois, on peut voir aussi que les interventions en matière de nutrition doivent se poursuivre

11 Ces cibles ont été réaffirmées en 2016 par l'Assemblée mondiale de la Santé dans le document A69/A/CONF./5 Add.1. Genève: OMS.

12 Organisation mondiale de la Santé (2013). *Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020*. Genève.

13 Lancet (2008) *Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences*. Londres.

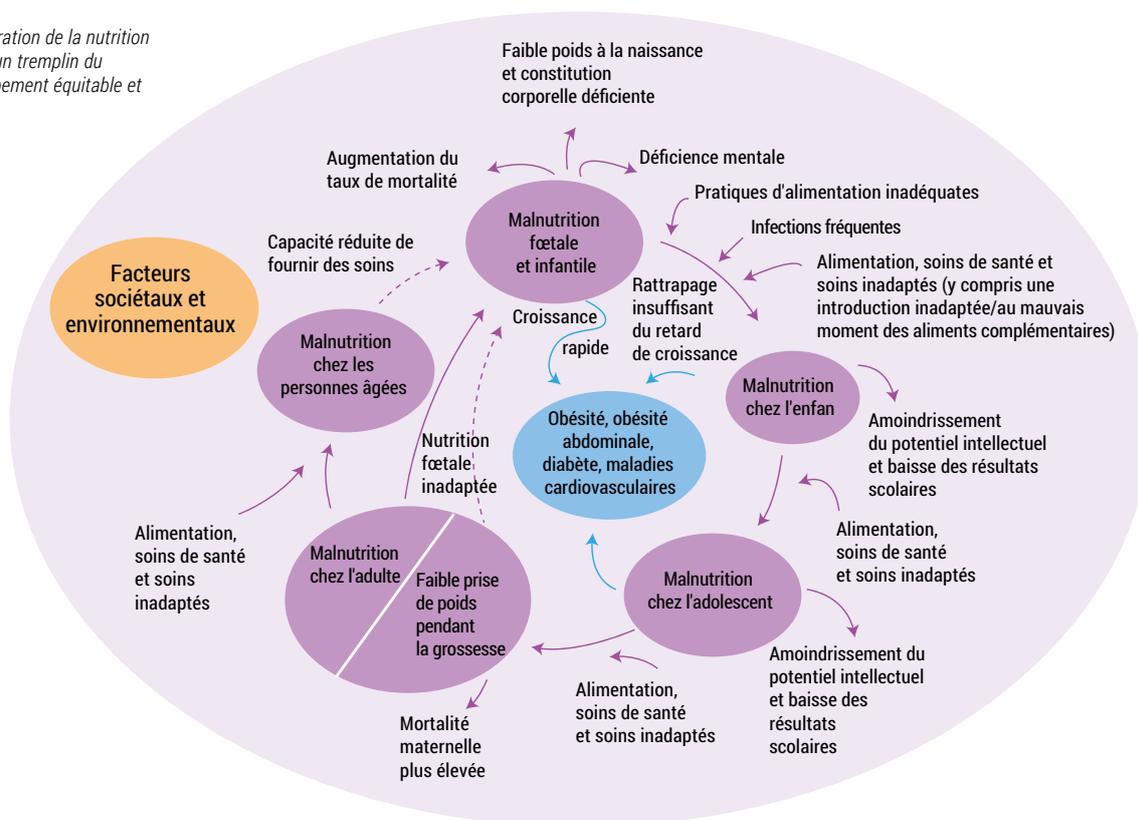
14 Bhutta et al (2013) *Evidence-based interventions for the improvement of maternal and child nutrition. What can be done and at what cost?*. Lancet. 2013.

15 L'approche fondée sur le cycle de vie est utilisée pour étudier les risques physiques et sociétaux pendant la période de gestation, l'enfance, l'adolescence, le début de l'âge adulte et le milieu de vie qui ont une incidence sur le risque de maladies chroniques et d'autres risques sanitaires à un âge plus avancé. Cette approche met en évidence les processus biologiques, comportementaux et psychosociaux sous-jacents qui se poursuivent tout au long de la vie (Kuh et Ben-Shlomo, 1997). Elle était principalement utilisée avant le lancement de l'approche des «1000 jours». En fait, ces deux approches devraient être considérées comme étant complémentaires.

au-delà de l'âge de deux ans, compte tenu de l'évolution des besoins et des risques liés à la nutrition à des étapes ultérieures de la vie, notamment chez les adolescentes et les femmes en âge de procréer. Cette figure attire, en outre, l'attention sur les causes profondes de la malnutrition et la nécessité d'y remédier. Pour ce faire, il est indispensable de faire appel à la participation de secteurs clés comme la santé, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, la protection sociale et l'éducation. Les interventions doivent tenir compte des besoins et rôles spécifiques des femmes et promouvoir des solutions durables et inclusives.

Figure 2.
La nutrition tout au long du cycle de vie¹⁶

L'amélioration de la nutrition devient un tremplin du développement équitable et durable



Cibles fixées par l'Assemblée mondiale de la Santé

L'Assemblée mondiale de la Santé a adopté deux ensembles de cibles: le premier concerne essentiellement la dénutrition chez les jeunes enfants et les femmes en âge de procréer; le second porte principalement sur les maladies non transmissibles, et comporte un volet sur la nutrition, l'excès pondéral et les maladies non transmissibles associées. Ces deux ensembles s'appuient sur les résultats d'études ayant trait aux 1000 premiers jours de la vie et visent à prévenir et combattre la dénutrition chez les enfants; les liens existant entre la dénutrition pendant l'enfance et l'apparition ultérieure d'excès pondéral, d'obésité ou de maladies non transmissibles; et des recommandations concernant les pratiques qui peuvent être appliquées tout au long de la vie.

¹⁶ Figure tirée du document d'orientation de l'OMS sur l'excès pondéral chez les enfants, qui s'appuie sur une figure publiée dans l'ouvrage de Darnton-Hill I, Nishida C et James WPT, *A life course approach to diet, nutrition and the prevention of chronic diseases*. Public Health Nutr 2004;7:101-21.

Il est envisagé que les cibles adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé pour améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, ainsi que les neuf cibles volontaires à l'échelle mondiale relatives aux maladies non transmissibles soient atteintes d'ici à 2025.

La cible de l'Assemblée mondiale de la Santé concernant l'allaitement au sein est une condition préalable à la réalisation des autres objectifs, car il s'agit de la première mesure pouvant être prise après la naissance pour offrir à un être humain une alimentation saine et un bon départ dans la vie. De bonnes pratiques en matière d'allaitement au sein, y compris un apport adapté d'aliments complémentaires après six mois d'allaitement au sein exclusif, contribuent non seulement à prévenir la malnutrition chez les jeunes enfants mais aussi à réduire le risque d'excès pondéral et de maladie non transmissible à un âge plus avancé. Les documents d'orientation qui accompagnent les cibles de l'Assemblée mondiale montrent également de quelle façon les diverses formes de malnutrition observées chez les enfants interagissent entre elles (par exemple, les liens existant entre une carence en fer et un retard de croissance, une insuffisance pondérale ou un poids insuffisant à la naissance¹⁷). Dans un de ces documents, il est pris note de la portée des cibles de la WHA, qui vont au-delà des six cibles en matière de nutrition, en mettant l'accent, par exemple, sur les interventions relatives aux micronutriments nécessaires pour lutter contre l'insuffisance pondérale à la naissance. Ainsi, bien que les cibles définies par la WHA ne visent pas individuellement toutes les formes de malnutrition, elles couvrent de façon globale la nutrition du jeune enfant.

Cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé

1. Réduire de 40% le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance
2. Réduire de 50% l'anémie chez les femmes en âge de procréer
3. Réduire de 30% l'insuffisance pondérale à la naissance
4. Pas d'augmentation du pourcentage d'enfants en surpoids
5. Porter le taux d'allaitement au sein exclusif au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50%
6. Réduire et maintenir au-dessous de 5% l'émaciation chez l'enfant

Les cibles relatives aux maladies non transmissibles visent quatre types de maladies: les maladies cardiovasculaires, le cancer, les affections respiratoires chroniques et le diabète. On s'intéressera essentiellement, dans le présent document, aux maladies non transmissibles qui sont le plus souvent associées à l'alimentation et à la nutrition; les médicaments utilisés pour traiter ces maladies ne seront pas examinés ici. On abordera, en revanche, les facteurs de risque comportementaux – une mauvaise alimentation et un manque d'activité physique – qui sont principalement liés à la nutrition. Forouzanfar et consorts ont conclu en 2015 qu'une mauvaise alimentation était la première cause de maladie à travers le monde.¹⁸

Les cibles relatives aux maladies non transmissibles s'appuient sur un postulat selon lequel le mode de vie et les conditions de vie et de travail des individus ont une incidence sur la santé et sur la qualité de vie de ces derniers.¹⁹ Le plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles vise à réduire les facteurs de risque modifiables associés aux maladies non transmissibles ainsi que les déterminants sociaux fondamentaux connexes grâce à la création de conditions favorables à une bonne santé. Les orientations stratégiques portent, par exemple, sur la promotion d'une alimentation saine (cibles 2 et 4) ou d'une activité physique (cible 3). Les cibles relatives aux

¹⁷ OMS (2014). Cibles mondiales de nutrition 2025: Notes d'orientation (WHO/NMH/NHD/14.2). Genève: Organisation mondiale de la Santé.

¹⁸ Lancet (2015) *Global, regional, and national comparative risk assessment of 79 behavioural, environmental and occupational, and metabolic risks or clusters of risks in 188 countries, 1990–2013: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2013*. Forouzanfar, Mohammad H et al. Volume 386, Issue 10010, 2287 - 2323.

¹⁹ Ibid 12

maladies non transmissibles englobent des indicateurs de résultat (cibles 1, 6 et 7) et des indicateurs de processus qui fournissent des orientations concernant les mesures à prendre pour obtenir les résultats escomptés (cibles 2, 3, 4 et 5). Ces cibles s'inscrivent dans le cadre des actions visant à consolider les systèmes de santé et à promouvoir une couverture maladie universelle, et elles englobent à la fois des mesures préventives et des mesures curatives (cible 8).

Les cibles relatives aux maladies non transmissibles visent à prévenir, chez la population en général, la malnutrition due à un régime alimentaire déséquilibré et à un manque d'exercice physique, tandis que les cibles relatives à la nutrition ont principalement pour but de réduire la malnutrition chez les jeunes enfants et leurs mères. On peut donc considérer que ces deux ensembles de cibles sont complémentaires et contribuent de façon synergique à améliorer l'état nutritionnel et le bien-être de la population. Ils sont tous deux parfaitement compatibles avec les objectifs de développement durable, en particulier les objectifs 2 (sécurité alimentaire et nutrition) et 3 (santé).

Cibles relatives aux maladies non transmissibles

1. Réduction relative de 25% du risque de décès prématuré imputable **aux maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou aux affections respiratoires chroniques**
2. Au moins 10% de baisse relative de l'usage nocif de l'alcool, selon ce qu'il convient dans le cadre national
3. **Réduction relative de 10% de la prévalence de l'activité physique insuffisante**
4. **Réduction relative de 30% de l'apport moyen en sel/sodium dans la population**
5. Réduction relative de 30% de la prévalence du tabagisme actuel chez les personnes âgées de 15 ans ou plus
6. **Baisse relative de 25% de la prévalence de l'hypertension artérielle** ou limitation de la prévalence de l'hypertension artérielle, selon la situation nationale
7. **Arrêt de la recrudescence du diabète et de l'obésité**
8. Au moins 50% des personnes remplissant les conditions bénéficient d'un traitement médicamenteux et de conseils (**y compris le contrôle de la glycémie**) en vue de prévenir les infarctus du myocarde et les accidents vasculaires cérébraux
9. Disponibilité et accessibilité financière de 80% des technologies de base et des médicaments essentiels (génériques compris) nécessaires pour prévenir les infarctus du myocarde et les accidents vasculaires cérébraux
10. Disponibilité et accessibilité financière de 80% des technologies de base et des médicaments essentiels (génériques compris) nécessaires pour traiter les principales maladies non transmissibles dans les établissements publics et privés

Résultats de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) visait l'élimination de toutes les formes de malnutrition, grâce, en particulier, à la restructuration des systèmes alimentaires et de santé de façon qu'ils puissent mieux contribuer à la réalisation de cet objectif. Pour la première fois, les pays se sont engagés à éliminer toutes les formes de malnutrition. Pour ce faire, 10 engagements ont été pris dans la Déclaration de Rome sur la nutrition,²⁰ qui, outre la santé, met en avant le rôle essentiel que jouent l'agriculture, le commerce, l'éducation et la protection sociale en la matière. La Déclaration de Rome a donc une portée plus vaste que les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé relatives à la nutrition et aux maladies non transmissibles, qui concernent principalement les systèmes de santé. L'environnement

²⁰ Document final de la Conférence: Déclaration de Rome sur la nutrition, consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-ml542f.pdf>.

alimentaire – c'est-à-dire le contexte dans lequel les individus choisissent, achètent et consomment leur nourriture – est un nouvel élément important évoqué dans cette déclaration car il a une incidence sur la nutrition. Un des engagements concerne le renforcement des moyens humains et institutionnels au service de l'amélioration de la nutrition.²¹ Cet aspect revêt une importance toute particulière au niveau national et incite à soutenir l'action des agents de la nutrition de première ligne. Le Cadre d'action de la CIN2 fournit des indications au sujet des mesures à prendre (le «comment») pour mettre en application le contenu de la Déclaration de Rome (le «quoi»). Ce cadre, qui renferme 60 mesures recommandées, concerne toutes les formes de malnutrition, et il propose également des mesures visant à prévenir l'apparition de la malnutrition sous toutes ses formes grâce à la promotion d'une alimentation saine issue d'un système alimentaire durable.

Le Cadre d'action s'appuie sur les six domaines d'action prioritaires suivants, dans lesquels s'inscrivent les interventions en matière de nutrition:

1. Systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains;
2. Systèmes de santé alignés qui fournissent une couverture universelle pour les interventions essentielles en matière de nutrition;
3. Protection sociale et éducation nutritionnelle;
4. Commerce et investissements en faveur d'une nutrition améliorée;
5. Environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges;
6. Gouvernance et responsabilisation renforcées dans le domaine de la nutrition.

Le Cadre d'action précise que les systèmes alimentaires devraient être évalués selon leur impact environnemental et établit donc un lien essentiel entre la stratégie globale en matière de nutrition et les objectifs de développement durable.²² De plus en plus, on met en relation, d'une part, les régimes alimentaires sains et, d'autre part, la production alimentaire et la biodiversité. Une production et une consommation alimentaires durables peuvent contribuer à lutter contre la dégradation de la planète et à atténuer les effets du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes. Les ODD définissent le contexte global sur lequel doit s'appuyer ce cadre d'action, compte tenu des déterminants sociaux et environnementaux, et ils accordent une large place à l'égalité des sexes. La nutrition est au cœur de tous les objectifs de développement durable.

Planète: Si le régime alimentaire moyen de la population du Royaume-Uni était conforme aux recommandations de l'OMS, les émissions de gaz à effet de serre associées diminueraient de 17% (Green et al., 2015).

Programme 2030: Transformation, viabilité et nutrition

En 2014, le UNSCN a clairement démontré que la nutrition faisait partie intégrante de tous les ODD²³. Le tableau de l'annexe 1 illustre cette intégration. La Décennie d'action des Nations Unies, qui découle de la CIN2 et constitue un instrument efficace pour atteindre les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé relatives à la nutrition et aux maladies non transmissibles, représente un levier puissant pour la réalisation des objectifs de développement durable.

Il faut bien se rendre compte que les ODD et le Programme 2030 diffèrent considérablement des précédentes grandes stratégies de développement. Les ODD sont des cibles de portée mondiale, qui exigent une action à l'échelle mondiale; ils visent de façon universelle à «ne laisser personne de côté», et font ainsi une place toute particulière aux aspects des programmes de développement ayant trait à l'équité et à l'égalité. Ainsi, l'ODD 10 vise à réduire les inégalités

²¹ Ibid 20

²² Document final de la Conférence – Cadre d'action, consultable à <http://www.fao.org/3/a-mm215f.pdf>.

²³ UNSCN (2014). *La nutrition et les objectifs de développement durable de l'après-2015*. Genève: UNSCN.

au sein des pays et d'un pays à l'autre.²⁴ La place accordée aux femmes est au cœur de la réalisation des objectifs d'équité mais aussi au cœur du Programme 2030: l'égalité des sexes constitue non seulement un droit fondamental de l'être humain mais aussi un fondement indispensable d'un monde pacifique, prospère et viable.²⁵ L'ODD 5²⁶ est un objectif véritablement visionnaire, qui ouvre la voie à la pleine réalisation des droits des femmes, élément essentiel si on veut éliminer la malnutrition. Les ODD ne peuvent pas être appréhendés de façon séparée; ils sont tous intégrés et interdépendants. Il est tout aussi important de noter que le Programme 2030 vise un changement systémique porteur de transformation.

Les pratiques d'allaitement au sein rationnelles facilitées par les secteurs sanitaire et juridique

Pour promouvoir plus avant l'allaitement au sein, il faudra adopter des mesures plus ambitieuses sur le plan juridique, de façon à: i) mettre pleinement en application le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel; ii) adopter des politiques favorisant l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle; et iii) proposer des services d'accompagnement professionnels autour de la naissance et l'allaitement (UNICEF 2016, Dès la première heure de vie. Principaux constats 2016).

Comme indiqué plus haut, les systèmes alimentaires actuels ne fournissent pas aux individus les produits alimentaires sains et nutritifs dont ils ont besoin pour mener une vie active et rester en bonne santé. Les objectifs relatifs à la nutrition et les objectifs de développement durable sont intrinsèquement liés compte tenu de leur caractère intégré, global et universel. Sans une nutrition satisfaisante, on ne peut fonctionner, grandir et s'épanouir de façon optimale. Il faut donc absolument promouvoir une bonne nutrition et investir dans la nutrition si l'on veut favoriser la bonne santé des individus et le bon fonctionnement des sociétés. Les régimes alimentaires sains sont de plus en plus associés à une production alimentaire durable et à la biodiversité. Les régimes alimentaires et la malnutrition constituent le premier facteur pesant sur la charge de morbidité au niveau mondial.²⁷ Des régimes alimentaires sains et durables sont indispensables à une planète en bonne santé. L'approche basée sur une alimentation saine fournit un point d'entrée essentiel pour les six domaines prioritaires énoncés dans les recommandations de la CIN2. Ainsi, la promotion d'une alimentation saine et durable pourrait contribuer à stimuler la demande de produits alimentaires issus d'une filière durable s'inscrivant dans un système alimentaire durable. La promotion d'une alimentation saine devrait faire ordinairement partie des interventions nutritionnelles préventives menées par les systèmes de santé. On devrait tenir davantage compte des répercussions des politiques en matière de commerce et d'investissement sur l'alimentation. L'environnement alimentaire devrait encourager les individus à choisir et à consommer des aliments sains – y compris au moyen de la protection et de la promotion des bonnes pratiques en matière d'allaitement au sein. La sensibilisation des consommateurs et la protection sociale pourraient et devraient être conçues de façon à préserver et à promouvoir les régimes alimentaires sains; on trouve de bons exemples à cet égard dans divers pays. Les bonnes pratiques en matière de gouvernance devraient s'attacher à promouvoir des politiques rationnelles qui soutiennent ces actions, notamment des activités de contrôle et d'évaluation qui permettraient de créer des boucles de rétroaction entre les politiques et les pratiques, mais aussi, dans le cadre de la bonne gouvernance, de demander des comptes aux porteurs d'obligations. Le caractère intégré des objectifs de développement durable permet de créer de nombreux autres points d'entrée qui feraient intervenir davantage de secteurs encore au service d'une meilleure nutrition de façon à provoquer les changements porteurs de transformation qui sont nécessaires si l'on veut éliminer la malnutrition sous toutes ses formes et mettre en œuvre intégralement le Programme 2030. Le programme de travail de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition,²⁸ qui se décompose en six domaines prioritaires, constitue le plan opérationnel qui permettra d'accélérer ce processus.

²⁴ <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>.

²⁵ Ibid 23

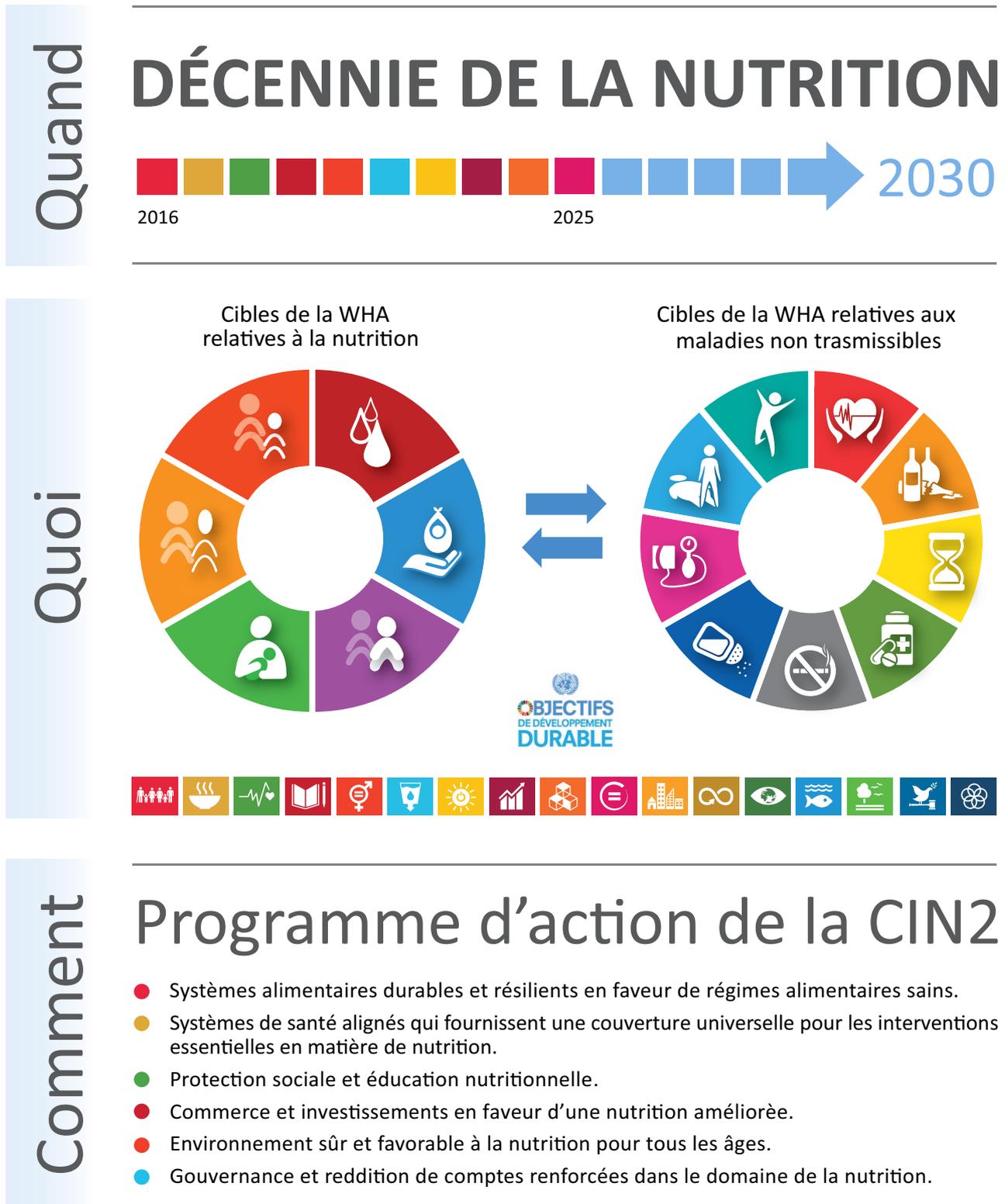
²⁶ Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Ibid. 23.

²⁷ Ibid 19

²⁸ Programme de travail de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (à venir).

Figure 3.

D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition et ne laisser personne de côté²⁹



Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025

La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition a été lancée en 2016. Les États membres et les autres parties prenantes se sont engagés, à cette occasion, à mettre en œuvre, sur une période de 10 ans, des politiques et programmes durables et cohérents dans divers secteurs en vue d'améliorer la nutrition, sur la base des recommandations et engagements du Cadre d'action de la CIN2 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La Décennie d'action pour la nutrition accroît la pression exercée sur les parties concernées pour qu'elles traduisent les cibles mondiales convenues au niveau international en engagements de pays qui aboutiraient à des actions et auraient des effets au niveau national.

La Décennie offre de nombreuses possibilités de mettre en place des systèmes alimentaires justes et durables qui fournissent une alimentation diversifiée, équilibrée et saine à tous les individus, à tout moment et à tous les stades de la vie. Grâce à une approche fondée sur la continuité des soins, elle devrait également permettre de renforcer l'intégration des services nutritionnels dans les systèmes de santé et d'améliorer l'accès à ces services.³⁰ En outre, elle met l'accent sur le fait que les acteurs de la nutrition doivent harmoniser davantage leurs interventions – y compris ceux qui ne jouent pas un rôle officiel dans ce domaine mais qui ont toutefois une influence sur la nutrition.³¹

La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition intègre la nutrition dans divers domaines relevant du développement durable, ce qui contribue à dynamiser et à faire progresser le Programme 2030 dans son ensemble. Proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies, la Décennie améliore la visibilité des interventions nutritionnelles au plus haut niveau; elle a un rôle de coordination, favorise la collaboration intersectorielle, crée des synergies et permet d'évaluer les progrès réalisés en direction de l'instauration de systèmes alimentaires durables et de la sécurité nutritionnelle pour tous. Il est important de noter qu'en proclamant cette décennie, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont pris la tête de l'action menée dans le domaine de la nutrition. Les gouvernements sont les premiers responsables du bien-être de la population de leur pays. Le système des Nations Unies a un rôle important à jouer en ce sens en aidant les pays à mener à bien leur mission.

L'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à la FAO et à l'OMS d'organiser la mise en œuvre de la Décennie et d'élaborer un programme de travail conjointement avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM), la coordination des travaux étant assurée par le UNSCN. Selon elle, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) fournit une plate-forme multipartite utile au sein de laquelle les pays peuvent échanger sur les progrès réalisés, les leçons tirées et les expériences, mais aussi se mettre d'accord sur des politiques cohérentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. La Décennie sera organisée en consultation avec d'autres organisations et plates-formes régionales et internationales.

Il existe des liens forts entre la résolution proclamant la Décennie d'action et le Programme 2030 dans plusieurs domaines (économique, social et environnemental), ces deux instruments mettant l'accent sur l'élimination de la faim et l'amélioration de la nutrition et proposant, pour ce faire, des cibles interdépendantes.

³⁰ FAO et OMS (2014a). *Déclaration de Rome sur la nutrition. Deuxième Conférence internationale sur la nutrition*. Rome.

³¹ UNSCN (2017). *Gouvernance mondiale au service de la nutrition et rôle du UNSCN*.

Passer à la vitesse supérieure

Tous les acteurs concernés, notamment les parlementaires, la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé, sont invités à soutenir la mise en œuvre du programme de travail de la Décennie. Celle-ci représente un cadre général pour toutes les parties prenantes, qui sont appelées à travailler ensemble quel que soit leur secteur en vue de coordonner les actions menées en matière de nutrition et d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes, conformément aux objectifs et cadres convenus au niveau intergouvernemental.

Nous nous trouvons à un moment unique pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. Jamais auparavant le consensus sur la nécessité d'éliminer – et pas seulement de réduire – toutes les formes de malnutrition n'a été aussi vaste. Jamais autant d'acteurs n'ont manifesté le souhait de participer à un tel mouvement, à présent qu'ils se rendent compte des avantages dont pourraient bénéficier tous les secteurs si la plupart des gens avaient une alimentation saine provenant de systèmes durables. Pour atteindre cet objectif, les gouvernements devront mettre en place un cadre (réglementaire) propice qui incite davantage d'acteurs à s'investir dans la lutte contre toutes les formes de malnutrition. Il faudra veiller tout particulièrement, dans le cadre de cette action commune, à la cohérence des interventions des différents acteurs, qui doivent être tournées vers l'objectif commun qu'est l'élimination de toutes les formes de malnutrition. On devra pour cela améliorer la «gouvernance au service de la nutrition», que l'on définit comme le processus permettant de mettre à profit ou d'atténuer, selon les retombées en matière de nutrition des politiques élaborées dans des domaines autres, comme l'éducation, l'emploi, la santé, l'environnement ou le commerce. Même si ce n'est pas leur intention première, les entités intervenant dans ces domaines d'action ont une influence sur la nutrition; c'est pourquoi les acteurs engagés dans la gouvernance de la nutrition doivent apprendre à faire entendre leur voix dans ces autres sphères. Conformément à l'approche fondée sur les droits de l'homme, c'est aux gouvernements qu'il revient, en premier lieu, de créer des conditions favorables à une bonne nutrition. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées doivent essentiellement s'attacher à soutenir les efforts déployés par les gouvernements. On trouvera ci-après une liste non exhaustive des structures du système des Nations Unies qui s'occupent de questions liées à la nutrition et ont des activités de plaidoyer en faveur d'une bonne nutrition, traitent de la gouvernance relative à la nutrition ou assurent la cohésion des activités dans ce domaine. Certaines de ces structures œuvrent à la convergence et à une meilleure coordination des politiques, tandis que d'autres ont principalement un rôle de plaidoyer. La liste complète des organismes, fonds et programmes techniques des Nations Unies qui mènent des actions visant à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes est reproduite dans le document du UNSCN sur la gouvernance mondiale au service de la nutrition.³² Les organismes, fonds et programmes techniques des Nations Unies jouent un rôle important, non seulement en raison des moyens techniques dont ils disposent, mais aussi parce qu'ils ont mis en place des mécanismes officiels de communication d'informations avec les gouvernements et les organes intergouvernementaux, mécanismes indispensables de la bonne gouvernance. Le suivi est également une activité essentielle car il permet de tirer des enseignements de l'expérience, qui pourront ensuite être mis à profit pour améliorer les politiques et programmes, le cas échéant.

Le système des Nations Unies, y compris les structures intergouvernementales

- Le **Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)** est la plateforme internationale et intergouvernementale la plus inclusive qui permet à l'ensemble des parties prenantes de travailler de concert à la sécurité alimentaire

³² Ibid 3

pour tous et à la bonne nutrition de tous. Il rend compte à l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, ainsi qu'à la Conférence de la FAO. Le CSA élabore et approuve, à l'aide d'une approche multipartites prenantes et inclusive, des recommandations et des orientations sur tout un éventail de questions en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition. Ces recommandations et orientations sont mises au point à partir des rapports du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), lesquels reposent sur des données scientifiques et une analyse des faits, et/ou grâce aux travaux réalisés avec le soutien de la FAO, du FIDA, du PAM ou des membres du Groupe consultatif du CSA. Le CSA se réunit chaque année en session plénière au mois d'octobre, au Siège de la FAO, à Rome.³³ Depuis sa session plénière de 2015, le CSA a mis en place un programme de travail structuré sur la question de la nutrition.

- **L'Assemblée mondiale de la Santé (WHA)** est l'instance de décision de l'OMS. Elle rassemble les délégations de tous les États membres de l'OMS et présente un programme spécifique en matière de santé, élaboré par son Conseil exécutif.³⁴ La WHA définit les politiques de l'OMS, y compris les politiques et lignes directrices relatives à la nutrition.
- Le **Conseil économique et social de l'ONU** s'attache à promouvoir les trois dimensions du développement durable, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale. Il est également chargé du suivi des principaux sommets et conférences de l'ONU.³⁵ Le **Forum politique de haut niveau pour le développement durable**, qui se réunit chaque année sous les auspices du Conseil économique et social, passe en revue et examine les progrès réalisés à l'échelon mondial concernant la mise en œuvre du Programme 2030.
- Le **Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN)** passe en revue les orientations générales, la cohésion, la portée et l'impact des actions menées par les organismes des Nations Unies pour remédier aux problèmes nutritionnels à travers le monde. Il joue le rôle de coordonnateur de l'harmonisation des politiques et des activités des organismes des Nations Unies, et il propose des initiatives en matière d'élaboration de concepts, de politiques, de stratégies et de programmes au sein du système des Nations Unies pour répondre aux besoins des pays en matière de nutrition.³⁶ Le UNSCN a été créé en 1977 par une résolution du Conseil économique et social et fait rapport à ce dernier.
- **L'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (UNIATF)** coordonne les activités des organisations compétentes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales en vue d'aider les gouvernements à s'acquitter de leurs engagements de haut niveau dans la lutte contre les épidémies de maladies non transmissibles à l'échelle mondiale.³⁷ L'Équipe spéciale a été créée en 2013 par une résolution du Conseil économique et social et fait rapport à ce dernier. Le UNSCN, qui en est membre, dirigera les travaux menés par l'équipe dans le domaine de la nutrition à compter de 2017.
- Le **Défi Faim zéro (coordonné par l'Équipe spéciale de haut niveau)** est une initiative lancée par le Secrétaire général de l'ONU, qui vise cinq objectifs: zéro cas de retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans; la viabilité de tous les systèmes alimentaires; un accès total à une nourriture adéquate pour tous, et ce tout au long de l'année; zéro perte et gaspillage de nourriture; et une augmentation de 100% de la productivité et du revenu des petits exploitants.³⁸ Ces cinq piliers se retrouvent également dans les engagements de la CIN2 et ont été intégrés dans les ODD.

33 <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/fr/>.

34 Assemblée mondiale de la Santé (WHA), voir <http://www.who.int/governance/fr/>.

35 Conseil économique et social, voir <https://www.un.org/ecosoc/fr/>.

36 Plan stratégique du UNSCN (2016-2020).

37 Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, voir <http://www.who.int/ncds/un-task-force/en/>.

38 Défi Faim zéro, voir <https://www.un.org/zerohunger/fr/>.

- L'initiative **Toutes les femmes, tous les enfants** a, elle aussi, été lancée par le Secrétaire général de l'ONU. Elle a pour ambition de mettre fin aux décès évitables chez les enfants, les femmes et les adolescentes.³⁹ S'agissant des femmes, un grand nombre de ces décès sont liés à la malnutrition et à l'accouchement. Environ la moitié des décès de jeunes enfants sont attribuables à la malnutrition. Les adolescentes en bonne santé qui ont adopté un mode de vie sain deviennent des adultes en bonne santé qui peuvent ensuite élever des enfants en bonne santé. Cette initiative montre de façon exemplaire comment appliquer l'approche fondée sur la notion de «cycle de vie» en commençant par les femmes, les enfants et les adolescentes. En outre, il faut bien comprendre que, sans la réalisation des droits des femmes, y compris les droits en matière de sexualité et de procréation,⁴⁰ il sera impossible de prévenir et d'éliminer les problèmes nutritionnels.
- Le programme intitulé **Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH)**, qui a été lancé en 2008, est mis en œuvre à l'échelon des pays dans le but de renforcer la gouvernance et la gestion en matière de nutrition au niveau national. Il tient lieu de mécanisme de facilitation à l'échelon national, qui contribue à l'intensification des efforts menés par les pays dans le domaine de la nutrition.⁴¹ Le programme REACH a été créé par la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'OMS, qui ont ensuite été rejoints par le FIDA.

Dans sa résolution proclamant la Décennie d'action, l'Assemblée générale des Nations Unies a invité tous les acteurs concernés, notamment les organisations régionales et internationales, la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires, à soutenir concrètement cette initiative. Diverses parties prenantes sont énumérées plus bas. Il convient de noter que cette liste a uniquement pour objet de mettre en évidence le grand nombre, la diversité et le potentiel des acteurs de la nutrition⁴² au niveau mondial et qu'elle ne prétend pas être exhaustive.⁴³ Le présent rapport, qui a une portée mondiale, ne saurait fournir une liste complète des acteurs, réseaux et initiatives nationaux et régionaux. Toutefois, il importe de souligner que les initiatives et politiques locales, nationales et régionales adaptées au contexte jouent un rôle déterminant dans la réalisation de tous les objectifs en matière de nutrition. Les initiatives et les acteurs qui ne sont pas dotés d'une structure ou d'un mandat officiel peuvent avoir une influence et un effet considérables.

Instituts de recherche et établissements universitaires

- Le **Rapport sur la nutrition mondiale** et son groupe d'experts indépendants sont nés d'une demande des parties prenantes du Pacte mondial en faveur de la nutrition pour la croissance.⁴⁴ Un groupe indépendant d'experts s'est ainsi engagé à élaborer le Rapport sur la nutrition mondiale dans le but de recenser les engagements en faveur des interventions nutritionnelles et de suivre les progrès réalisés dans ce domaine, ce qui contribue à responsabiliser davantage les gouvernements et toutes les autres parties prenantes.⁴⁵ Le premier Rapport a été publié en 2014.
- L'**Union internationale des sciences de la nutrition (UISN)** a pour ambition de faire avancer la science, la recherche et le développement dans le domaine de la nutrition au niveau mondial par le biais d'une coopération internationale. Elle s'intéresse aux questions contemporaines en matière de nutrition qui ont une portée mondiale, comme le problème mondial de l'obésité, ainsi qu'à la nature et aux facteurs déterminants du

³⁹ Toutes les femmes, tous les enfants, voir <https://www.everywomaneverychild.org/>.

⁴⁰ Assemblée mondiale de la Santé (WHA), voir <http://www.who.int/governance/fr/>.

⁴¹ Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH), voir <http://www.reachpartnership.org/>.

⁴² Sont mentionnées dans cette liste les activités intersectorielles et plurinationales/régionales, ainsi que les initiatives menées conjointement par plusieurs acteurs.

⁴³ On trouvera une liste plus complète des acteurs de la nutrition dans le document du UNSCN intitulé «Gouvernance mondiale au service de la nutrition et rôle du UNSCN», et notamment une analyse succincte de leur rôle et de leurs structures de responsabilisation.

⁴⁴ Voir la description en p. 22, sous «Initiatives multipartites».

⁴⁵ Rapport sur la nutrition mondiale, voir <http://www.globalnutritionreport.org/>.

développement de l'enfant et leurs incidences sur les activités des programmes visant les jeunes enfants. L'UISN traite également des problèmes d'alimentation et de nutrition dans les pays en développement, et organise des formations en matière d'hygiène alimentaire à l'intention des nutritionnistes.⁴⁶

- La **World Public Health Nutritionists Association (WPHNA)** rassemble les intervenants ayant un intérêt commun pour la promotion et l'amélioration de la nutrition et de la santé publique et elle s'attache également à faire entendre la voix des professionnels de la nutrition et de la santé publique à l'échelle internationale. L'Association a pour mission de promouvoir la nutrition du point de vue de la santé publique, de prévenir les maladies et de favoriser le bien-être des populations. Elle s'attache également à renforcer les capacités des professionnels et à représenter les intérêts des secteurs connexes.⁴⁷

Acteurs de la société civile

- Le réseau **Global Right to Food and Nutrition Network** est un groupe d'organisations de la société civile (OSC), notamment d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organisations confessionnelles et de mouvements sociaux, qui œuvrent pour créer un espace de dialogue au sein duquel les États rendraient des comptes concernant les obligations qui leur incombent à l'égard de la réalisation du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates.⁴⁸
- Le **Groupe de suivi et de liaison avec les OSC de la CIN2** est un vaste groupe inclusif d'organisations de la société civile, qui a apporté une contribution commune à la CIN2 et qui assure désormais un suivi concerté des processus lancés après la Conférence.⁴⁹ Il collabore actuellement avec la FAO et l'OMS à l'élaboration d'un programme de travail pour la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition.
- La **Coalition internationale pour le plaidoyer sur la nutrition (ICAN)** rassemble de très diverses ONG internationales, organisations militantes et fondations, unies autour de l'objectif commun qu'est la protection et l'amélioration de la vie des individus grâce à une meilleure nutrition. Dans la foulée du Nutrition for Growth Summit organisé à Londres en 2013 et à l'occasion duquel les parties prenantes s'étaient engagées à consacrer 4 milliards d'USD aux programmes de nutrition à fort impact, une coalition mondiale de défenseurs de cette cause s'était constituée dans le but de maintenir une pression sur les gouvernements et les donateurs pour qu'ils continuent d'augmenter le montant des financements consacrés à la nutrition.⁵⁰ La Coalition milite principalement en faveur de la réalisation des cibles fixées par la WHA concernant le recul de la malnutrition chez les mères, les nourrissons et les jeunes enfants.
- La **Noncommunicable Diseases Alliance (NCD Alliance)** rassemble 2000 organisations de la société civile de plus de 170 pays, qui ont pour objectif d'améliorer la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles à l'échelle mondiale.⁵¹

46 Union internationale des sciences de la nutrition, voir <http://www.iuns.org/>.

47 World Public Health Nutritionists Association, voir <http://wphna.org/about-us/>.

48 FIAN International (2013) *Global Network for the Right to Food and Nutrition – A Call for Joint Action*.

49 Groupe de liaison entre les organisations de la société civile et la CIN2, voir <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/nsa/civil-society/fr/>.

50 Coalition internationale pour le plaidoyer sur la nutrition (ICAN), voir <http://thousanddays.org/the-international-coalition-for-advocacy-on-nutrition/>.

51 Noncommunicable Diseases Alliance, see <https://ncdalliance.org/>.

Parlementaires

- L'**Union interparlementaire (UIP)** est la principale plate-forme d'échanges entre les parlementaires du monde entier. Elle œuvre en faveur de la paix et de la coopération entre les peuples, mais aussi de l'instauration d'une véritable démocratie représentative. Elle s'est dotée d'un groupe consultatif sur le VIH/sida et la santé de la mère, du nourrisson et de l'enfant, qui assure la coordination des actions parlementaires au niveau mondial dans le cadre du travail législatif ayant trait au VIH/sida ainsi qu'à la santé de la mère, du nourrisson et de l'enfant.⁵² Lors de sa cent trente deuxième Assemblée, l'UIP a adopté la Déclaration de Hanoï, qui préconise d'investir davantage dans la santé, la nutrition, l'éducation et l'acquisition de compétences par les citoyens, considérés comme la ressource la plus importante.

Initiatives multipartites

- Le **Pacte mondial en faveur de la nutrition pour la croissance** est une initiative multipartite qui réunit des intervenants du secteur privé, des donateurs et des gouvernements autour de l'objectif commun qu'est la réduction de la dénutrition. Dans le cadre de ce pacte, plusieurs acteurs se sont engagés individuellement à lutter contre le retard de croissance et la malnutrition aiguë sévère.⁵³ Des efforts sont actuellement déployés en vue de mettre ces engagements davantage en conformité avec les cibles convenues au niveau mondial.
- Le **Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN)** est un mouvement regroupant des parties prenantes de différents secteurs qui a pour mission de lutter contre la malnutrition. À ce jour, 57 pays ont rallié ce mouvement, qui se compose de cinq réseaux (pays, secteur privé, société civile, partenaires de développement et Nations Unies), dont le principal objectif est de coordonner et d'appuyer l'action menée au niveau des pays⁵⁴ Le groupe principal chargé de guider l'initiative SUN est un groupe consultatif stratégique influent, nommé par le Secrétaire général de l'ONU et constitué de représentants des cinq réseaux. La Stratégie 2016-2020 du Mouvement SUN, qui vise à instaurer un contexte propice à l'intensification des interventions nutritionnelles au niveau des pays, s'appuie sur les quatre objectifs suivants: développer et maintenir un contexte politique favorable; donner la priorité aux mesures susceptibles de contribuer efficacement à une bonne nutrition et institutionnaliser de telles mesures; mener des actions efficaces qui soient compatibles avec les cadres de résultats communs nationaux; et utiliser de façon rationnelle – et accroître considérablement – les ressources financières consacrées à la nutrition.
- Le **Programme pour des systèmes alimentaires durables** est un groupe mondial réunissant des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile et des entreprises, qui a pour but de créer des systèmes alimentaires durables contribuant à réduire les pertes et gaspillages alimentaires, à mobiliser les consommateurs pour qu'ils se tournent vers une alimentation saine et durable, et à promouvoir une production et des chaînes de valeur durables.⁵⁵

Cette liste permet de constater qu'il existe un grand nombre d'acteurs à travers le monde qui ont la volonté et les moyens (financiers et humains) de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. La Décennie a pour objectif de centraliser les cibles et engagements convenus au niveau mondial et de mobiliser les acteurs autour de ces cibles dans le contexte du Programme 2030. Tous les gouvernements à travers le monde devraient jouer un rôle de premier plan dans l'élimination de

⁵² Union interparlementaire (UIP), voir <http://www.ipu.org/french/home.htm>.

⁵³ Pacte mondial en faveur de la nutrition pour la croissance, voir <http://nutritionforgrowth.org/>.

⁵⁴ Mouvement SUN, voir <http://scalingupnutrition.org/fr/>.

⁵⁵ Programme pour des systèmes alimentaires durables, voir <http://web.unep.org/10yfp/programmes/sustainable-food-systems-programme>.

la malnutrition à l'échelon de leur pays. Ils pourront y parvenir au moyen d'engagements «SMART» [spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes, temps (limités dans le)] adaptés au contexte national et compatibles avec les recommandations de la CIN2, les cibles de la WHA relatives à la nutrition et aux maladies non transmissibles et le Programme 2030. Les acteurs évoqués plus haut et de nombreux autres sont invités à soutenir les gouvernements dans cette entreprise, mais aussi à demander des comptes à ces derniers (organisations de la société civile, milieux universitaires et parlementaires) et à apporter un appui (législatif ou financier) aux mesures relevant des politiques et programmes pertinents. Le système des Nations Unies fournit un soutien aux pays dans les efforts qu'ils mènent pour mettre fin à la malnutrition.

Partenariats: Aucun acteur ne peut à lui seul éliminer toutes les causes profondes de la malnutrition. La Décennie d'action des Nations Unies invite l'ensemble des acteurs concernés à se mobiliser autour des cibles relatives à la nutrition convenues au niveau intergouvernemental et à apporter une contribution en ce sens, compte tenu de leurs mandats respectifs et de leurs avantages comparatifs.

Conclusion

Le monde dispose à présent d'un ensemble complet de cibles relatives à la nutrition et d'une stratégie globale en matière de durabilité, qui fournit le contexte social, économique et environnemental dans lequel ces cibles devraient s'inscrire. Les cibles fixées viennent en complément de l'action menée en faveur des droits de l'homme, en particulier du droit à une nourriture adéquate, et elles définissent les responsabilités des gouvernements, ainsi que les voies à suivre afin de faire respecter, de protéger et de réaliser le droit à une nourriture adéquate. En outre, la question de la nutrition jouit d'une attention de plus en plus grande de la part des hauts responsables politiques, de nombreux gouvernements s'étant engagés à mener des politiques et à prendre des mesures concrètes dans ce domaine. Cet élan doit être maintenu. Un grand nombre d'instituts, d'organisations et d'individus ont été mobilisés en faveur de la nutrition dans le cadre de divers programmes, initiatives et réseaux importants et influents. Il serait bon que d'autres viennent les rejoindre.

Toutes les conditions sont réunies. Faisons en sorte que cette décennie soit une réussite.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES
ACTION POUR LA NUTRITION

2016-2025

Annexe. La nutrition et les ODD

Contribution de la nutrition aux ODD	Objectifs de développement durable	Contribution des ODD à la nutrition
<p>Une bonne nutrition contribue à augmenter la productivité au travail, à améliorer les facultés mentales, à allonger l'espérance de vie et à améliorer la santé. Chaque centimètre supplémentaire gagné sur la taille adulte est associé à une augmentation de près de 5% du revenu.</p> <p>Une bonne nutrition de la mère réduit le risque d'insuffisance pondérale à la naissance et contribue à améliorer les soins apportés aux enfants. Une main-d'œuvre bien nourrie soutient une agriculture productive et contribue à accroître la demande de nourriture, à améliorer la sécurité alimentaire et à faire reculer la faim.</p> <p>Les interactions entre nutriments et maladies sont synergiques. Une bonne nutrition réduit considérablement le risque de maladie et de décès dans un contexte de morbidité élevée, et contribue à améliorer la santé de la mère et la croissance du fœtus.</p> <p>L'augmentation d'un écart-type de la croissance linéaire chez les enfants de moins de deux ans améliore les résultats scolaires d'un demi-point. La réduction des carences en fer, en iode et en autres nutriments contribue à améliorer les facultés mentales.</p> <p>L'amélioration de la nutrition des fillettes, des adolescentes et des femmes contribue à leur réussite scolaire et professionnelle.</p> <p>L'amélioration de la nutrition est associée à l'amélioration des connaissances et des comportements en lien avec l'hygiène personnelle et alimentaire, ainsi que l'assainissement, et elle entraîne une augmentation de la demande d'eau salubre et d'installations sanitaires de qualité.</p> <p>L'amélioration de la nutrition sous toutes ses formes entraîne une augmentation de la demande de nourriture, de biens et de services, y compris l'électrification aux fins de la réfrigération et de la transformation des aliments.</p> <p>Une bonne nutrition contribue à stimuler la croissance économique et à améliorer la productivité (sur les plans intellectuel et physique) de la main-d'œuvre. L'élimination de la dénutrition permettrait d'éviter annuellement une perte de PNB de 8 à 11%.</p>	1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. ⁵⁶	Le doublement du revenu par habitant entraîne une réduction des cas de retard de croissance chez les enfants de 15 points de pourcentage. Cela est dû au fait que les ménages sortent de la pauvreté et que les gouvernements peuvent investir davantage dans la lutte contre la malnutrition grâce à l'augmentation du PNB.
	2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	La nutrition a tout à gagner de l'élimination de la faim et de la sécurité alimentaire à tous les niveaux. Une agriculture durable favorise une alimentation adéquate et contribue à accroître les revenus et à améliorer l'utilisation des ressources.
	3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge	L'amélioration de la santé, à commencer par celle des adolescentes, et l'accent mis sur les 1000 premiers jours de la vie (notamment au moyen de la promotion de l'alimentation au sein), favorisent la nutrition et la croissance des enfants tout en contribuant à réduire le risque de maladies non transmissibles à un âge plus avancé.
	4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	L'accès à l'information, à l'éducation, à l'instruction et aux connaissances informelles est à mettre en relation avec des choix alimentaires et sanitaires plus éclairés, l'augmentation des revenus et l'amélioration de la nutrition.
	5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	L'égalité des sexes (en matière d'éducation, de statut et de revenu) améliore la nutrition infantile de 25%. L'instruction des filles repousse l'âge du mariage et de la naissance du premier enfant.
	6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	La réduction des défécations en plein air et l'amélioration de l'accès à l'eau permettent de réduire la contamination bactérienne des aliments et favorisent le lavage des mains, ce qui a une incidence sur l'apport nutritionnel.
	7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	L'accès à l'énergie permet aux femmes de passer moins de temps à chercher du bois et du charbon. La réduction de la pollution intérieure a une incidence directe sur les risques nutritionnels liés aux maladies.
	8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.	Il faut multiplier les possibilités de revenus pour permettre aux ménages de sortir de la pauvreté et d'améliorer leur alimentation d'un point de vue qualitatif et quantitatif. Une augmentation du PNB permet aux gouvernements d'investir dans des politiques et des programmes favorables à la nutrition.

⁵⁶ Les intitulés des ODD sont présentés ici sous une forme abrégée dans un souci de gain d'espace. On trouvera l'intitulé intégral des ODD dans le document du Groupe de travail ouvert (2014).

Contribution de la nutrition aux ODD	Objectifs de développement durable	Contribution des ODD à la nutrition
<p>L'amélioration de la nutrition tout au long de la vie favorise l'apprentissage et ultérieurement le potentiel d'innovation. L'industrialisation et les marchés ne peuvent prospérer que grâce à une productivité soutenue et une augmentation de la demande dans l'ensemble des systèmes alimentaires.</p> <p>La lutte contre le retard de croissance a davantage d'effets sur les populations pauvres, ce qui contribue à réduire les inégalités actuelles d'un point de vue nutritionnel, qui alimentent à leur tour les inégalités futures en matière de nutrition et de revenu.</p> <p>Une baisse de la mortalité et de la morbidité grâce à l'amélioration de la nutrition contribue à réduire la pression démographique exercée sur les ressources naturelles car les taux de fécondité diminuent.</p> <p>Le recul de la pauvreté et l'amélioration de la nutrition entraînent une augmentation de la demande d'aliments de meilleure qualité, plus diversifiés.</p> <p>Les travaux de recherche sur la qualité des nutriments mettant en évidence les caractéristiques des végétaux qui favorisent la vitalité des plantes stimulent la recherche sur les plantes résistantes aux aléas climatiques.</p> <p>Pour réduire la pression démographique sur les ressources environnementales, il faut améliorer la nutrition car cela contribue à abaisser les taux de mortalité et de fécondité.</p> <p>L'augmentation de la demande d'aliments de meilleure qualité, plus diversifiés et plus sûrs de la part de consommateurs mieux informés attire l'attention sur la viabilité de la production et sur les répercussions des choix alimentaires sur l'ensemble des systèmes alimentaires.</p> <p>Les initiatives visant à améliorer la transparence et la gouvernance en matière de nutrition au niveau mondial attirent l'attention sur le fait qu'il est important d'instaurer des dialogues avec toutes les parties prenantes et de créer des modèles intersectoriels propices à une réglementation efficace.</p> <p>Jamais auparavant la nutrition n'a été l'objet d'une telle attention à travers le monde. Les initiatives multi-parties prenantes, telles que Renforcer la nutrition ou le Défi Faim zéro, offrent des plates-formes à partir desquelles on pourra raviver l'intérêt à l'égard de la nutrition et redynamiser les investissements dans ce domaine.</p>	<p>9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</p>	<p>L'innovation dans la technologie productive, les chaînes de valeur et la commercialisation contribuent à améliorer la sécurité sanitaire des aliments et la qualité de l'alimentation. L'innovation dans la communication et la commercialisation visant les populations pauvres favorise la nutrition.</p>
	<p>10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre</p>	<p>La réduction des inégalités dans le domaine de la nutrition permet une productivité plus équilibrée et une meilleure répartition des retombées de la croissance au sein de la population. La réduction des inégalités d'un pays à l'autre favorise un dialogue et une participation plus équilibrés.</p>
	<p>11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables</p>	<p>La demande urbaine de produits alimentaires sûrs et de qualité favorise l'amélioration de la production et des services ruraux, ce qui contribue à améliorer la nutrition. La diminution du gaspillage de l'eau et de la pollution favorise la nutrition dans les zones urbaines et rurales.</p>
	<p>12. Établir des modes de production durables</p>	<p>La diversification des produits et l'augmentation de la productivité contribuent à améliorer la diversité et la qualité des aliments (y compris des aliments complémentaires), ainsi que leur innocuité, autant d'éléments nécessaires à une bonne nutrition.</p>
	<p>13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions</p>	<p>Les travaux de recherche visant à rendre les cultures et les animaux d'élevage plus résistants face aux transformations agro-écologiques en lien avec le changement climatique favorisent la protection des denrées et la diversification de l'alimentation. L'amélioration de la résistance des produits alimentaires et des systèmes de commercialisation peut contribuer à réduire la volatilité des prix des produits alimentaires, qui frappe plus durement les populations pauvres.</p>
	<p>14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable</p>	<p>Une diversification de la production, fondée sur des pratiques durables, entraîne une baisse des prix à la consommation (diversification de la demande) et une amélioration de la qualité des régimes alimentaires.</p>
	<p>15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable</p>	<p>Les discriminations de tous ordres, les inégalités, les pénuries économiques et les injustices sont des facteurs de conflit, de destruction et de malnutrition. La paix et la justice sont des conditions préalables à la mise en place d'institutions responsables, lesquelles sont indispensables si l'on veut atteindre l'objectif d'une bonne nutrition pour tous.</p>
	<p>16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</p>	<p>Le renforcement des partenariats mondiaux et des engagements intergouvernementaux en faveur de la durabilité et de l'égalité est nécessaire à l'instauration de la paix et à la mise en place d'institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous, et contribue à l'amélioration de la coordination et de la collaboration entre les différents secteurs et les différentes parties prenantes.</p>
	<p>17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser</p>	<p>Le renforcement des partenariats mondiaux et des engagements intergouvernementaux en faveur de la durabilité et de l'égalité est nécessaire à l'instauration de la paix et à la mise en place d'institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous, et contribue à l'amélioration de la coordination et de la collaboration entre les différents secteurs et les différentes parties prenantes.</p>

Références

- ACC/SCN (2000) Fourth Report on the World Nutrition Situation. Geneva: ACC/SCN in collaboration with IFPRI.
- Bhutta et al (2013) Evidence-based interventions for the improvement of maternal and child nutrition. What can be done and at what cost?. Lancet. 2013.
- Darnton-Hill I, Nishida C, James WPT (2004) A life course approach to diet, nutrition and the prevention of chronic diseases. Public Health Nutrition;7:101-21.
- Diana Kuh and Yoav Ben-Shlomo (1997) A Life-course Approach to Chronic Disease Epidemiology eds. University Press. ISBN 0 19 2627821.
- FAO (2013) The State of Food and Agriculture, Food Systems for better Nutrition. Rome.
- FAO and WHO (2014a). Framework for Action. Second International Conference on Nutrition. Rome.
- FAO and WHO (2014a). Rome Declaration on Nutrition. Second International Conference on Nutrition. Rome.
- FAO (2016) Diversifying production and diets. Easier said than done. Poster prepared for Micronutrient forum in Cancun 2016.
- FIAN International (2013) Global Network for the Right to Food and Nutrition – A Call for Joint Action.
- Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition (2016). Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century.
- Green R, Milner J, Dangour AD, Haines A, Chalabi Z, Markandya A, Spadaro J, Wilkinson P. (2015) The potential to reduce greenhouse gas emissions in the UK through healthy and realistic dietary change. Climate Change 129;253-265 doi 10.1007/s10584-015-1329-y
- IFPRI (2015) Global Nutrition Report 2015: Actions and accountability to advance nutrition and sustainable development. Washington, DC.
- IFPRI (2016) Global Nutrition Report 2016: From Promise to Impact: Ending Malnutrition by 2030. Washington, DC.
- Lancet (2008) Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences. London.
- Lancet (2015) Global, regional, and national comparative risk assessment of 79 behavioural, environmental and occupational, and metabolic risks or clusters of risks in 188 countries, 1990–2013: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2013. Forouzanfar, Mohammad H et al. Volume 386 , Issue 10010 , 2287 - 2323 .
- Nelson GC, Rosegrant MW, Koo J, Robertson R, Sulser T, Zhu T, et al., (2009) Impact on Agriculture and Costs of Adaptation. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington DC.
- UNICEF (2016) From the first hour of life. Making the case for improved infant and young child feeding everywhere. Key findings

UNICEF/WHO/World Bank Group (2016) Joint Child Malnutrition Estimates

UNSCN (2014) Nutrition and the Post-2015 Sustainable Development Goals. Geneva: UNSCN.

UNSCN (2016) Investments for Healthy Food Systems. A framework for Analysis and Review of Evidence on Food Systems Investments for Improving Nutrition.

UNSCN (2016) Strategic Plan 2016-2020.

UNSCN (2017) Global Governance for Nutrition and the role of UNSCN.

WHO (2014) Global nutrition targets 2025: policy brief series (WHO/NMH/NHD/14.2). Geneva: World Health Organization.

WHO (2014) Global action plan for the prevention and control of NCDs 2013-2020. Geneva: World Health Organization; 2014.

WHO (2015) Healthy Diet Fact Sheet, Fact Sheet No. 394.

Consulted websites

<http://www.who.int/fr/>

<http://www.fao.org/cfs/cfs-home/fr/>

<http://www.fao.org/home/fr/>

<http://www.fao.org/about/meetings/icn2/fr/>

<http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>

<http://www.globalnutritionreport.org/>

<http://www.fao.org/about/meetings/icn2/nsa/civil-society/fr/>

<http://www.iuns.org>

<http://wphna.org/about-us/>

<http://thousanddays.org/the-international-coalition-for-advocacy-on-nutrition/>

<http://www.unep.org/fr/>

<http://nutritionforgrowth.org/>

<http://www.ipu.org/french/home.htm>

<http://scalingupnutrition.org/>

<https://ncdalliance.org/>

<https://www.un.org/ecosoc/fr>

<http://www.who.int/ncds/un-task-force/en/>

<https://www.un.org/zerohunger/fr>

<https://www.everywomaneverychild.org/>

<http://www.reachpartnership.org/>

Liste des abréviations

CIN2	Deuxième Conférence internationale sur la nutrition
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition
ICAN	International Coalition for Advocacy on Nutrition
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
SUN	Mouvement pour le renforcement de la nutrition
UIP	Union interparlementaire
UISN	Union internationale des sciences de la nutrition
UNIATF	Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSCN	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies
WHA	Assemblée mondiale de la Santé
WPHNA	World Public Health Nutritionists Association

Crédits photos

Couverture: FAO/Jake Salvador

Page 3: FAO/Precious N. Chitembwe

Page 5: FAO/Giulio Napolitano

Page 7: FAO/Ferenc Isza

Vision de l'UNSCN

Un monde libéré de la faim et de toutes les formes de malnutrition est réalisable dans cette génération



Secrétariat de l'UNSCN

info@unscn.org • www.unscn.org • c/o FAO • Viale delle Terme di Caracalla • 00153 Rome, Italie



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

